



ALTERNATIVE Police

52 rue Crozatier 75012 PARIS

0142385761

seceretariat@alternativepn.fr

www.alternativepn.fr –

*Simplement
différent !*

Paris, le 24 juillet 2017

Communiqué

de presse

ALTERNATIVE Police lance une CLASS ACTION Une première française contre une institution !

Depuis deux ans, **ALTERNATIVE Police CFDT soutient de nombreux recours engagés par les policiers contre le Ministère de l'Intérieur suite à des ruptures d'égalité** dans le cadre des mutations et des avancements dans la police nationale. Les nombreux avis du médiateur de la police nationale et les multiples décisions des tribunaux administratifs ont déjà donné raison aux actions engagées par les policiers.

Malheureusement, **ALTERNATIVE Police CFDT constate**, malgré les injonctions administratives, **que le Ministère de l'Intérieur ne semble pas enclin à rétablir dans leur droit les nombreux policiers lésés.**

Alors que le Conseil Economique, Social et Environnemental a récemment publié un rapport constatant les trop nombreuses discriminations syndicales, **ALTERNATIVE Police CFDT affirme que ce sujet demeure un véritable tabou dans l'institution policière.**

En effet, **ALTERNATIVE Police CFDT, et son conseil, dispose déjà de documents démontrant concrètement des discriminations syndicales à l'égard de certains fonctionnaires de police** dans le cadre de leur gestion de carrière.

Face au mutisme du Ministère de l'Intérieur, **ALTERNATIVE Police CFDT a donc décidé de lancer une action de groupe [CLASS ACTION]. Il s'agit d'une première en France** puisque jamais des fonctionnaires ne se sont lancés dans une telle action contre une institution.

Vers la fin du mois de septembre, **ALTERNATIVE Police CFDT déposera cette CLASS ACTION auprès du Tribunal Administratif de Police dont l'objectif est de faire condamner le Ministère de l'Intérieur au versement d'indemnités financières** pour le préjudice subi par des policiers et que le résultat de cette action engage l'administration policière à revoir son mode de gestion RH dans le cadre du dialogue social.

ALTERNATIVE Police CFDT regrette d'en arriver à une telle extrémité et en appelle une nouvelle fois au Ministre de l'Intérieur.

ALTERNATIVE Police CFDT pense qu'une telle situation pourrait se régler en interne notamment si le médiateur de la Police Nationale pouvait, à l'avenir, rendre des décisions et non des avis en enjoignant le Ministère de l'Intérieur à apporter des solutions à l'instar du médiateur de l'Education Nationale ou celui de la Défense dont les litiges sont gérés à « l'amiable ».